

Qu'est-ce qu'être acteur ? À propos d'habitat et d'espace politique

Jacques Lévy

**Édition électronique**URL : <http://strates.revues.org/1359>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1990

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Jacques Lévy, « Qu'est-ce qu'être acteur ? À propos d'habitat et d'espace politique », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 27 mars 2007, Consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://strates.revues.org/1359>

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.

Tous droits réservés

Qu'est-ce qu'être acteur ? À propos d'habitat et d'espace politique

Jacques Lévy

- 1 Pour rencontrer la géographie, il faut parfois prendre le temps de quelques *excursions*, notamment vers les autres disciplines qui s'intéressent à la société. Au-delà du simple *voisinage*, aussi intense soit-il, on peut s'interroger sur l'intérêt qu'il y aurait, au cours de la recherche, à tenter de penser globalement, d'imaginer la société comme un tout, dont l'espace serait, à l'instar des autres approches du social, non un morceau mais une dimension, non une *part* de gâteau mais une *coupe* à travers le gâteau. La conjoncture dominante, pour ne pas dire la mode, serait plutôt au rejet de ce type de démarche : certains pensent que la société est un cadre, mais ne peut être un concept ; d'autres que *l'idée* de totalité contient en germe la *pratique* du totalitarisme ; d'autres encore que la fin de la modernité et donc de l'histoire nous contraint à une humilité radicale en matière de synthèse cognitive.
- 2 Mettre au programme d'un travail collectif la notion de stratégie revient bien à prendre position à l'encontre de ces idées courantes, puisque c'est au minimum supposer pertinente la question de savoir si une notion transdisciplinaire et « pansociale » comme celle-là peut prendre sens, offrir une matrice applicable pour des recherches à venir et des éclairages utiles pour des recherches passées. C'est donc affirmer la valeur heuristique d'un outillage général, d'une axiomatique commune aux sciences du social, qui ne procède certes d'aucun autre référent et donc d'aucune autre légitimité que de ceux des discours des différentes disciplines, mais vise en même temps à dépasser leurs inévitables limitations, leurs contraignantes œillères qui, explicitées, n'en restent pas moins réelles.
- 3 Après ce point de vue d'« en haut », repartons d'« en bas ». Mon point de départ, lorsque j'ai tenté de mettre en relation habitat et espace politique (Jacques Lévy, 1989) est simple. Lorsque l'on explore les grandes villes européennes, on constate que, jusque dans le centre, il existe une concurrence entre différents opérateurs pour l'occupation du sol. Ce qui est frappant c'est que, convoitant les mêmes aires, ces opérateurs disposent

apparemment de rapports de *puissance* disproportionnés : des firmes multinationales, des États nationaux, régionaux ou locaux, mais aussi de toutes petites entreprises et même des individus à solvabilité plus ou moins réduite. En outre, ces intervenants se différencient par leur *logique*. Pour prendre un exemple, on peut dire que les firmes développent des logiques économiques, tandis que personne ne dirait que les logiques individuelles se réduisent à l'économie – quel que soit le nom que l'on donne au reste, même si, comme Vilfredo Pareto, on l'analyse comme un « résidu ».

- 4 Peut-il y avoir, sur cette scène commune devenant enjeu commun qu'est le lieu concerné, une commune mesure de l'action de ces différents opérateurs ? Ma réponse tendrait à être oui, en considérant qu'ils anticipent sous forme de *représentations intentionnelles structurées* leurs actions futures, qu'ils ont une stratégie. Ils se situent certes à l'intérieur d'un système de contraintes, dont la moindre n'est pas celle qui limite leur capacité d'imagination et d'explicitation stratégique, mais ces contraintes ne sont que la configuration momentanée des différentes représentations et pratiques des autres acteurs. Au lieu d'une société vue comme un labyrinthe de couloirs rigides ménageant quelques espaces interstitiels, je suggère une autre métaphore (spatiale), plus proche du jeu de go, où ce sont les « pierres » elles-mêmes qui constituent à la fois les territoires et les soldats. Autrement dit, pour reprendre la terminologie d'Anthony Giddens, « structure » et « action » ne sont plus opposées comme deux morceaux de la société, mais comme deux points de vue complémentaires pour appréhender les mêmes phénomènes.
- 5 Toute la question est alors de savoir *qui* est acteur. Cela nous conduit inévitablement vers les débats sur l'individu. Ces discussions ont longtemps été faussées par une dichotomie ruineuse qui opposait comme deux problématiques antagonistes *individu* et *société*. Soit, « à droite », on se passait de la société et on percevait des individus isolés, définis en fin de compte selon des critères naturalistes ou métaphysiques, posés là par hasard et interagissant entre eux au gré de leurs « facultés ». Soit, « à gauche », on faisait l'impasse sur l'individu au nom de structures – classes, institutions, idéologies,... – seules porteuses des finalités stratégiques. Dans le premier cas, on passe en toute simplicité à côté de l'*historicité* des sociétés humaines. Dans le second, on réduit les individus à de simples agents, au pire activés par des mécanismes stimulus/réponse (c'est la notion de « conditionnement » et ses dérivés), au mieux capables de simples « coups tactiques ». Dans cette problématique, le paradoxe épistémologique consiste à refuser *aux individus* une « théorie du Sujet » pourtant construite à partir de l'auto-analyse des *individus-philosophes* ou *-chercheurs*. Ce rejet par les intellectuels de leur « ethnocentrisme » (l'expression est de Pierre-André Taguieff) conduit à une *déshumanisation* (anti-humanisation, aurait dit Louis Althusser) du monde social, dont les structuralismes des années soixante étaient les formes les plus organisées, mais qui reste très présente, de manière implicite, dans la géographie d'aujourd'hui. Elle survit en particulier dans l'*économisme*, qui, depuis les années cinquante, constitue dans notre discipline le fleuve commun de la tradition, généralement partagé en deux chenaux anastomosés, celui du positivisme bucolique revisité par le technocratisme, d'une part, celui du matérialisme vulgaire vernis de marxisme, de l'autre.
- 6 Ces quelques remarques ne doivent pas conduire à une simplification du problème. Agent et acteur ne sont pas synonymes et on ne peut assimiler sans plus attendre individus et acteurs. L'analyse des différents cas de figure dans toute la variété des sociétés passées et présentes (cf. notamment Pierre Birnbaum et Jean Leca, 1986) montre son ambiguïté¹

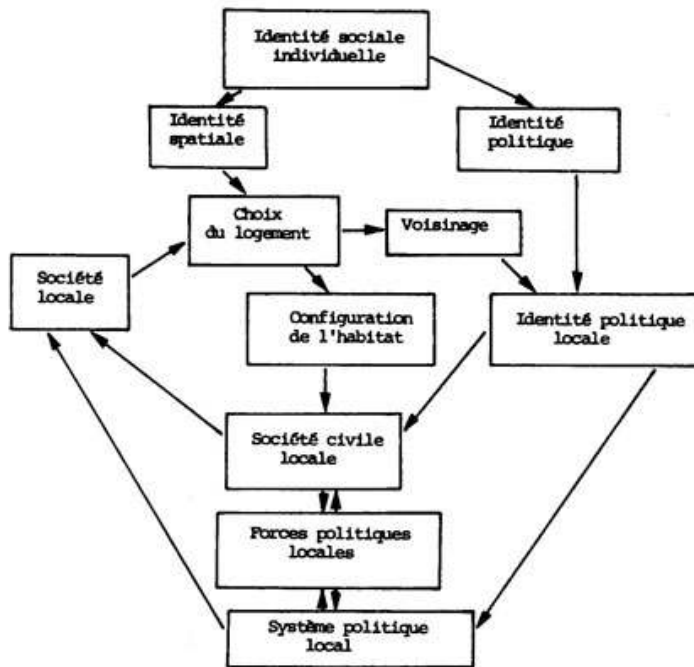
qu'on ne peut certainement pas se contenter d'identifier individu et acteur : il existe d'un côté des acteurs non individuels, collectifs et institutionnels, et de l'autre des individus qui ne sont pas des acteurs, mais qui « délèguent » leurs compétences stratégiques à d'autres entités : famille, ethnie, territoire, religion, classe, État.

- 7 C'est ce qui se produit dans les sociétés « communautaires » (*Gemeinschaft* contre *Gesellschaft*) ou *holistes*, c'est-à-dire toutes les sociétés, au moins jusqu'au XVIII^e siècle, et encore aujourd'hui la plupart des sociétés du « Sud ». Cela étant nous avons assisté et assistons, en Occident et ailleurs depuis deux siècles, avec une première inflexion dans les années 1950-60 et une deuxième accélération, plus spectaculaire encore, depuis vingt ans, à un processus fondamental d'invention de l'individu qui tend à une appropriation par chaque « unité biographique » de ses capacités stratégiques. Ceci se produit dans un contexte où, dans l'ensemble, ses possibilités économiques, sociologiques, politiques, spatiales et temporelles d'action sur son propre devenir augmentent. La diffusion d'un pouvoir d'achat permettant d'opérer des choix, le développement d'une mobilité sociale réelle et l'ouverture du champ de la citoyenneté donnent désormais une épaisseur significative à l'individualité dans des secteurs très larges de la société ; le débat sur l'individu perd donc le caractère académique qu'il avait pu revêtir (Jacques Levy, 1990).
- 8 Il paraît alors essentiel de ne pas « rater ce virage » et de réévaluer sans a priori les réalités de l'individualité dans nos sociétés. Il est tout spécialement nécessaire de ne pas confondre ce *trend* historique majeur avec, d'une part, des phénomènes plus spécifiques, partiellement liés aux conjonctures économiques, de désengagement de l'État dans certaines activités, et avec, d'autre part, l'apparente victoire des idéologies « individualistes » sur les idéologies « collectivistes », qui ne témoigne que de l'incapacité des secondes à penser l'individu. Autrement dit, l'émergence de l'individu n'est en aucune manière un sous-produit de la crise de l'État-Providence ou de celle du projet socialiste : ce serait plutôt le contraire.
- 9 Revenons à l'espace, que l'on définira, de la même manière que chacune des dimensions du social, comme un *ensemble de finalités contradictoires*. L'espace d'une société est bien pensable comme un tout unifié à l'échelle de la société ; il semble même nécessaire, au moins à certains moments, de le traiter comme un système, système contradictoire où le conflit produit l'innovation et les mouvements d'ensemble, mais système de finalités au sens où les termes de ces contradictions ou les contradictions elles-mêmes sont portées par des acteurs, qui anticipent la réalité en fonction d'objectifs qu'ils poursuivent.
- 10 L'un de ces acteurs, c'est l'*habitant*, l'individu en tant qu'il dispose d'un lieu fixe inviolable ayant une emprise au sol, aire de stockage et d'échange de « biens » sociaux – ceux qui assurent notamment la production quotidienne de l'individu comme travailleur, mais ceux qui sont aussi les plus indépendants d'une logique de travail –, point relativement moins mobile que d'autres éléments de l'espace fonctionnel personnel. « Habiter, c'est vivre », ai-je affirmé en citant un slogan publicitaire. Le contenu de cet habitat, selon cette hypothèse, correspond à un choix stratégique de l'individu et permet donc d'approcher son identité sociale globale.
- 11 Dans son choix d'habitat, tout le monde est-il à égalité ? Certes non. Jeanne Fagnani a dit sur ce point des choses auxquelles je souscris tout à fait². Certains sont des acteurs presque complètement libres – au point qu'ils finissent par oublier qu'ils agissent –, d'autres subissent des contraintes, financières notamment, terribles. Mais il se trouve que, dans les sociétés « centrales », dont la France fait partie, le rapport entre la marchandise-logement et le pouvoir d'achat s'est modifié de telle sorte que la majorité de

la population y dispose d'une réelle capacité d'arbitrage entre différentes options. C'est d'autant plus significatif que dans le même temps les occasions professionnelles, interpersonnelles ou autres de *rediscuter* son choix d'habitat précédent se sont multipliées.

- 12 Ce qui est nouveau également, c'est la fragilisation des systèmes holistes de normes de vie et l'apparition d'un *marché* des normes, qui pas plus qu'aucun autre marché n'est complètement transparent, mais qui n'est pas non plus totalement opaque. Il se détache en tout cas de la conception consistant à attribuer à chaque « classe », définie selon des critères exclusivement économiques, un modèle de comportement propre. Pierre Bourdieu a montré de manière convaincante comment les *habitus* circulent, en se transformant, des « dominants » vers les « dominés ». Mais combien y a-t-il de centres de domination, c'est-à-dire de légitimité ? Jeanne Fagnani évoquait la norme émergente : « un enfant/une chambre ». Celle-ci se trouve en parallèle, en complémentarité ou en concurrence avec d'autres normes, correspondant à différents modèles plus ou moins contradictoires entre eux, de la vie qu'on souhaite avoir. On voit par exemple se dégager une alternative entre des modèles qui restent organisés autour de la famille (l'individu aspire à intégrer, à (pro)créer, à animer un collectif avec lequel il souhaite avoir une communauté de destinée), tandis que d'autres se déplacent vers l'individu (ceux que les médias et certains démographes nomment improprement les « nouveaux célibataires »), pour qui des actes empiriquement similaires (cohabitation, procréation) sont à lire dans une perspective bien différente. On constate aussi des modèles alternatifs dans le domaine de l'accumulation patrimoniale, jugée par certains négligeable, par d'autres essentielle, peut-être parce qu'elle permet de lutter contre la mort (cf. Jacques Capdevielle, 1986). Enfin il existe une opposition majeure portant sur le contenu même de l'habitat, certains valorisant sa localisation, d'autres son confort, d'autres encore leur statut d'occupant. Il semble donc bien qu'on ne puisse pas ou plus organiser le marché des représentations stratégiques en fonction d'une polarité unique, celle de la « classe dominante ». Pierre Bourdieu a ouvert la voie en opposant « capital culturel » et « capital économique », la soumission du premier au second s'estompant au fil de ses travaux. On peut généraliser la démarche et faire l'hypothèse que le changement social procède par émergence de nouvelles représentations légitimes : un groupe social est perçu dans ses pratiques actuelles comme l'horizon stratégique d'un ou plusieurs autres groupes. Or, si « richesse » et « culture » continuent d'être deux noyaux essentiels des discours légitimes, d'autres sources, tels la « communication », la « mode », le « sport », le « show-business » ou la « jeunesse », diversifient le paysage. L'irruption récente, à partir du monde des affaires, du thème de la « création », sorte de pont lancé en direction de l'autre grande légitimité, illustre la complexification du champ. Il s'agit d'un réseau de discours, hiérarchisé certes, mais où les relations sont tout sauf univoques. Mais après tout une partie des intellectuels français n'a-t-elle pas, naguère, intégré en bonne place dans son horizon stratégique une classe ouvrière mythique, mais ô combien légitime ?
- 13 Cette pluralité de représentations légitimes donne à mon avis une réalité à l'hypothèse que j'ai formulée (Jacques Levy, 1989) d'un *choix spatial permanent* en matière d'habitat. À chaque instant, en fonction du capital dont il dispose, qui n'est pas seulement économique, mais aussi biographique, interpersonnel, sociologique, spatial,..., l'individu-habitant va décider s'il est opportun de réinvestir ce capital dans un déménagement ou au contraire de continuer à tenter de le valoriser sur place.

- 14 À ce stade, l'acteur individuel va rencontrer d'autres logiques, en particulier celle de l'espace politique. Si la localisation à différentes échelles de son logement compte dans sa décision, l'image qu'il aura des implantations possibles jouera son rôle et elle sera largement conditionnée par la manière dont d'autres acteurs, parmi lesquels les responsables politiques des lieux concernés, tendent à façonner cet espace. Une municipalité, notamment si elle ne constitue qu'une partie d'un ensemble urbain, a la possibilité de « changer le peuple » (selon l'expression de Bertold Brecht), c'est-à-dire de mettre en adéquation la réalité démographique de son aire de juridiction et un projet politique propre, par exemple celui de confronter une configuration électorale qui lui soit favorable. Dans cette finalité, les édiles peuvent chercher, comme en Amérique du Nord, à modifier les limites administratives de leur emprise, pour déplacer le centre de gravité de leur population. Ils peuvent aussi, comme en France, jouer sur les mécanismes des finances publiques, en favorisant ou non l'implantation de logements appartenant à différents segments définis par les politiques nationales d'aide au logement. Ils peuvent enfin contribuer à modifier l'image de leur commune afin d'attirer de nouveaux habitants d'un certain profil. Notons alors que la couleur politique de la municipalité constitue à elle seule un élément d'image perceptible par l'habitant potentiel.
- 15 Dans tous ces cas, le résultat n'est pas acquis d'avance ; des effets inattendus peuvent se produire et, lorsque les habitants sont là, il faut bien tenir compte de la nouvelle société politique locale ou infralocale qu'on a créée. La péri urbanisation provoque ainsi de nombreux basculements politiques dans les municipalités. Bien que l'individu-qui-déménage soit apparemment un acteur de faible poids, il peut avoir pour lui la force du nombre, qui provient en partie de son échelle de référence : si un individu pense à l'échelle urbaine, il déstabilise *ipso facto* l'échelle de la commune intra-urbaine dans laquelle il « tombe » ou dont il s'« évade », car son capital spatial est, grâce à sa mobilité, à certains égards supérieur à celui du maire, soumis à rester sur place dans un environnement urbain vaste et turbulent. Dans de nombreuses situations, la relation choix individuel d'habitat/action politique fonctionne alors comme un véritable échange – et non comme une simple manipulation. Ainsi l'accentuation des phénomènes de ségrégation que l'on peut observer dans un ensemble urbain à structure politique composite comme l'Ile-de-France doit-elle être largement approchée comme processus convergent d'autoségrégations multiples, au sein duquel les stratégies des différentes municipalités et de la plupart des individus vont dans le même sens, les diverses contre-stratégies s'avérant beaucoup moins efficaces. Cette idée s'oppose à la conception conspiratoire de l'histoire urbaine qui, sous-estimant la capacité d'action stratégique d'acteurs petits (individus) ou moyens (gouvernements locaux), laisse filer sans les voir des événements aussi décisifs que le *deal* gaullo-communiste des années soixante sur la gestion de la banlieue parisienne ou les effets majeurs du basculement massif des couches populaires franciliennes vers des représentations et des pratiques anti-urbaines, au début des années soixante-dix.



Source : Jacques LEVY, 1989, p 25.

- 16 J'ai essayé de restituer à travers le schéma ci-dessus quelques-unes de ces phénomènes. Il en ressort que le choix du logement, produit de la résultante entre choix individuels et déterminations extérieures, se trouve au point de départ de nouvelles causalités portant notamment sur la société politique, celle-ci constituant justement l'un des déterminants qui s'impose comme contrainte au choix individuel. L'interaction est donc la règle, qu'on pourrait approcher plus finement encore en analysant l'espace scolaire local. Une politique nationale qui définit les grands paramètres des populations scolaires et de leur gestion ; des options locales de segmentation et d'allocation de ces populations, mais aussi tout simplement de répartition des types de logements au sein de l'espace local ; des choix individuels d'hétérogénéité ou d'autoségrégation, en partie contraints par les arbitrages collectifs, mais dépendant tout autant des anticipations stratégiques sur le destin social de ses enfants : l'espace scolaire, c'est, indissociablement, tout cela.
- 17 De ces brefs développements, on peut, je crois, conclure que l'approche des processus spatiaux en croisant les concepts de stratégie et d'individu ne constitue relève pas de l'exercice de style ; elle constitue un outil efficace pour penser la spatialité de sociétés complexes. La problématique de la stratégie spatiale des individus apparaît d'ores et déjà comme efficace et très prometteuse, pour peu qu'on soit capable, avec des techniques que la tradition positiviste ne nous offre guère, d'appréhender dans leur réalité en mouvement les logiques individuelles et les structures spatiales.

BIBLIOGRAPHIE

BIRNBAUM Pierre et LECA Jean (coord.), 1986. *Sur l'individualisme*, Paris : Presses de la FNSP.

CAPDEVIELLE Jacques, 1986. *Le fétichisme du patrimoine*, Paris : Presses de la FNSP.

LEVY Jacques, 1989. « Habitat et espace politique », *Espaces et Sociétés*, 51, pp. 9-32.

LEVY Jacques, 1990. « Espace politique et changement social », *Espaces Temps*, 43-44 « Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique », pp. 112-129.

NOTES

1. STRATES se voulant un espace de liberté, les préférences de certains auteurs pour la « nouvelle orthographe » a été respectée. (N.D.E.)
2. Cf. dans ce numéro de STRATES : FAGNANI Jeanne, 1990 : « De l'utilisation du concept de stratégie en géographie sociale : quelques éléments de réflexion ».

RÉSUMÉS

Le constat de la pluralité des opérateurs dans le champ urbain conduit à reprendre le débat sur les notions d'acteur et de stratégie et sur le rôle des individus. La fin des sociétés holistes rend cet examen d'autant plus nécessaire. À l'échelle locale, les individus interagissent clairement avec les entités institutionnelles pour façonner ensemble les espaces urbains.

Being an actor, what is it ? On dwelling and political space.

One taken into account the plurality of operators on the urban scene, we are lead to re-consider the debate on such notions as actor and strategy, and on the role played by individuals. The end of the holistic societies makes this new examination all the more necessary. At the local scale individuals clearly interact with governmental authorities so that they both shape the urban spaces.

INDEX

Mots-clés : Ville, habitat, acteur, Espace politique, Individu

Keywords : dwelling, actor, Political space, Individual, City

AUTEUR

JACQUES LÉVY

Géographe, chargé de recherche au CNRS. Il anime depuis son lancement la revue *Espace Temps*, dont il a récemment coordonné un numéro thématique « Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique ». Il est également maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris, où il inaugure, à l'automne 1990, un nouveau séminaire sur l'Ile-de-France et l'espace « chantier de société ».